

La Lettonie vote le 3 octobre : quelle nouvelle coalition gouvernementale ?

Environ 1,5 million de Lettons sont invités à élire, le 3 octobre, soit comme il est d'usage, le premier samedi du mois d'octobre, les 100 députés de la *Saeima*, chambre unique du Parlement. Quatorze listes, partis ou coalitions sont en lice pour cette élection, présentant au total 1 428 candidats. Le scrutin se déroulera dans un contexte de recomposition politique et de perturbations internationales, avec le conflit toujours en cours entre la Russie et l'Ukraine.

LE « DÉCLIN » DE NOUVELLE UNITÉ

« Nouvelle Unité » (JV) est une alliance politique de 5 partis (Unité et 4 partis régionaux) fondée en 2011, membre du gouvernement depuis sa création. Elle l'a même dirigé depuis, (gouvernements Dombrovskis, Straujuma, Karins, Silina), sauf entre 2016 et 2019 et depuis mai 2026. Elle est le parti ayant exercé le pouvoir le plus longtemps depuis le retour de l'indépendance en 1991. Cependant, depuis sa victoire électorale en 2022, « Nouvelle Unité » ne serait plus créditée que de 8,9% des intentions de vote dans les sondages.

Après les élections législatives de 2018, Krisjanis Karins (Nouvelle Unité) a été nommé Premier ministre. 4 ans après, il a remporté les élections de 2022, mais a démissionné en août 2023 en raison de conflits au sein de la coalition dirigée par son parti. Evika Siliņa lui a succédé en septembre 2023. Récemment, après avoir limogé le ministre de la Défense et critiqué la lenteur du déploiement du système de défense anti-drones du pays à la suite de multiples incursions de drones « russes » dans l'espace aérien letton, elle a démissionné le 28 mai 2026. Il convient de noter que la sécurité est primordiale pour la Lettonie et constitue un enjeu très sensible, puisque le pays est directement limitrophe de la Russie et de la Biélorussie formant ainsi une frontière tant pour l'Union européenne que pour l'OTAN. C'est l'un des thèmes majeurs de cette élection.

« Nouvelle Unité » (JV) est certes en recul depuis cet épisode, mais fait toujours partie de la coalition gouvernementale. C'est Andris Kulbergs (Liste unie – AS) qui a été nommé Premier ministre après la démission d'Evika Siliņa. La Liste Unie arrive désormais en tête dans les sondages (23,6%). Il regroupe le Parti vert, l'Association des régions et le Parti de Liepāja. Ensemble, ils forment un mouvement à la fois régionaliste, vert et ...conservateur.

LES AUTRES PARTIS EN LICE

Selon les derniers [sondages](#) parus début septembre, les partis en lice qui enregistrent des scores significatifs en termes d'intentions de vote et qui seraient représentés à la Saeima après le 3 octobre sont, outre la Liste Unie et Nouvelle Unité : La Lettonie d'abord (LPV), parti de droite radicale, obtiendrait 12,6%, l'Alliance nationale (NA), parti conservateur, 11% ; les Progressistes (sociaux-démocrates et écologistes), 10,7%, l'Union agraire (ZZS), parti vert et libéral, 10,4% et, enfin, Pouvoir souverain/Jeunes Lettons (SV/J), fondé en 2022, issu de la minorité russe, 9,6%.

Ces sept partis pourraient donc entrer au Parlement, le seuil d'éligibilité étant fixé à 5%.

En revanche, tous les autres mouvements se présentant à ce scrutin n'atteindraient pas ce seuil et ne remporteraient donc aucun siège. Il s'agit de : Nous changeons les règles, (MMN) situé au centre,

3,3%, Pour le développement de la Lettonie (LA), parti libéral, 2,5%, ST! (Pour la stabilité, issu de la minorité russe, 2,5%, Harmonie (SC), situé à gauche, 1,7%, Association des nouveaux Lettons (ASL), droite nationale, 1,2%, et le Nouveau parti conservateur (JKP), 0,7%.

Si la Liste unie a le vent en poupe, elle ne peut avoir seule la majorité absolue, fixée à 51 sièges, et devra donc trouver des partenaires pour former un gouvernement. Toute la question est de savoir avec quels autres partis elle fera une coalition et sur quel programme.

PRINCIPAUX ENJEUX DE LA CAMPAGNE

La défense

Tout d'abord, compte tenu des incursions régulières de drones dans l'espace aérien letton, la sécurité nationale occupe une place prépondérante dans les préoccupations de la population. Depuis sa nomination en mai, le Premier ministre n'a disposé que d'une marge de manœuvre extrêmement réduite pour rassurer le public à cet égard. La menace d'une incursion ou d'une ingérence russe est telle que le gouvernement a invité l'OSCE à observer ce scrutin.

Les dépenses de défense sont étroitement liées à cette question. La tâche du nouveau gouvernement consiste à restaurer la confiance du public, malgré les investissements massifs du gouvernement précédent dans les systèmes anti-drones et la défense aérienne. En 2026, la Lettonie devrait dépenser 2 milliards € pour l'armée et la défense, soit 4,91 % du produit intérieur brut (PIB). Cependant, certains milieux d'affaires craignent que les impôts ne soient augmentés pour financer ces ambitions. Cette question pourrait donc peser sur le vote d'une partie de l'électorat, car le coût de la vie et celui de l'énergie ont considérablement augmenté depuis l'agression russe contre l'Ukraine.

La « question » russe

La Lettonie, tout comme l'Estonie, abrite une importante minorité russe représentant environ 25 % de la population

totale, qui s'élève à 1,89 million d'habitants. Leur intégration a toujours constitué un défi pour la société lettone. Depuis l'indépendance en 1991, et en particulier depuis le conflit entre l'Ukraine et la Russie, des lois – parfois jugées controversées – ont été adoptées afin de limiter l'usage de la langue russe dans l'enseignement et dans les médias. Lors des élections, de nombreux partis russophones ou proches de la minorité russe se présentent, mais peu ont de chances de remporter des sièges, sauf le Pouvoir souverain (SV). La question qui se pose à la lumière des nombreuses lois adoptées récemment est la suivante : comment l'électorat russophone, qui dispose du droit de vote, va-t-il se prononcer ? Optera-t-il à nouveau pour la loyauté envers la Lettonie – ce qui semblait être le cas lors des élections de 2022 ?

Cette question est cruciale compte tenu de la démographie : la plupart des partis mettent l'accent sur un aspect de cette question dans leurs programmes, en proposant des solutions pour remédier à une situation nationale critique. En effet, depuis l'indépendance en 1991, le pays a « perdu » 780 000 citoyens (10 % de la population). Certains Russes vivant dans le pays sont classés comme « non-citoyens » car ne parlant pas le letton. Certains responsables préconisent une immigration modérée ainsi que des politiques généreuses en faveur de la famille – mais le problème des jeunes (la diaspora compte 370 000 personnes) qui partent chercher de meilleures perspectives ailleurs dans l'Union européenne ou plus loin encore ne sera négligé par aucun des candidats à cette élection. Une constante dans tout cela : comment rendre la Lettonie à nouveau attractive ?

Sept partis sont actuellement représentés à la [Saeima](#) :

- Nouvelle Unité (JV), parti de centre droit dirigé par Evika Silīņa, détient 24 sièges
- Union des Verts et des Agriculteurs (ZZS), dirigée par Edgars Tavars, mais fondée par l'ancien maire de Ventspils, Aivars Lembergs, détient 16 sièges
- La Liste unie (AS), dirigée par Uldis Pīlēns, alliance de partis verts et écologistes conservateurs, détient 12 sièges

- L'Alliance nationale (AN), dirigée par Ilze Indrikšone, est issue de la fusion entre l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK) et Tous pour la Lettonie (VL), détient 12 sièges
- Les Progressistes (P), dirigé par Agnese Lāce et Andris Šuvajevs, détient 9 sièges
- La Lettonie d'abord (LPV) dirigé par Ainārs Šlesers, détient 8 sièges
- Pour la stabilité (S !) dirigé par Aleksejs Rosļikovs, du fait de plusieurs démissions de ses élus n'a plus les effectifs suffisants pour constituer un groupe : ses élus siègent désormais parmi les non-inscrits (qui comprend 19 membres).

LE SYSTÈME POLITIQUE LETTON

Les 100 membres de la Saeima sont, depuis 1998, élus pour un mandat de quatre ans au scrutin proportionnel selon la méthode de Sainte-Laguë. Les électeurs choisissent une liste mais peuvent inscrire un « + » ou un « - » à côté du nom des candidats de leur choix afin de les favoriser ou de les exclure.

Pour les élections législatives, la Lettonie est divisée en cinq circonscriptions : Riga (qui est la circonscription dans laquelle votent les Lettons de l'étranger), Vidzeme, Latgale, Zemgale et Kurzeme. Le nombre de sièges à pourvoir dans chaque circonscription est déterminé par la [Commission électorale](#) quatre mois avant le scrutin, en fonction du nombre d'habitants de chaque circonscription. Riga en élira 38, Vidzeme 26, Zemgale 13, Latgale 12 et Kurzeme 11. Les candidats doivent être âgés d'au moins 21 ans. Les anciens responsables de l'URSS, de la République socialiste soviétique de Lettonie ou des services de sécurité, de renseignement ou de contre-espionnage ne sont pas éligibles aux élections législatives ; les personnes ayant travaillé comme techniciens au sein des anciens services de sécurité soviétiques sont éligibles depuis 2009. Les candidatures multiples sont interdites. Un parti politique doit obtenir au moins 5 % des suffrages exprimés pour être représenté au Parlement.

Les partis souhaitant se présenter aux élections législatives doivent avoir été créés au moins un an avant la date du scrutin et compter au moins 500 membres. Pour les élections du 3 octobre, chaque parti est autorisé à dépenser jusqu'à 708 053 € pour sa campagne électorale.

Résultats des élections législatives du 1er octobre 2022 en Lettonie

Taux de participation : 59,26 %

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	% des voix obtenues	Nombre de sièges
Nouvelle Unité (JV)	169 829	18,97	26
Union des Verts et des Agriculteurs (ZZS)	112 138	12,51	16
Liste unie (AS)	97 482	10,88	15
Alliance nationale (NA)	83 121	9,27	13
Pour la stabilité (S !)	61 243	6,83	11
La Lettonie d'abord (LPV)	55 936	6,24	9
Les Progressistes (P)	55 184	6,16	10
Développement/Pour ! (AP !)	44 815	4,97	0
Harmonie	43 114	4,81	0
Autres	173 382	19,35	0

Source : <https://sv2022.cvk.lv/pub/velesanu-rezultati>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.